

Le député peut-il me dire exactement où se situe le taux de chômage du Manitoba comparé à celui du Canada? Il est, évidemment beaucoup plus bas que dans le reste du Canada et il l'a toujours été sous le gouvernement de M. Pawley et cela prouve que cette province a été dirigée efficacement comme une entreprise, mais aussi d'une façon sensée et avec compassion.

M. Holtmann: Monsieur le Président, je voudrais d'abord féliciter le député d'être venu au Manitoba et d'avoir passé quelque temps à l'assemblée législative pour se rendre compte de la situation précaire dans laquelle se trouve le gouvernement actuel qui ne dispose que d'une majorité d'un siège qui ne durera probablement pas très longtemps s'il n'en tient qu'à l'un des dissidents d'arrière-ban.

Mais venons-en au fait. Les statistiques montrent actuellement que le taux de chômage du Manitoba est inférieur de presque 1 p. 100 à la moyenne canadienne de 8,1 p. 100, et qu'il s'établit à 7,4 p. 100, je crois. Le député a raison. Ce sont les dernières statistiques. Elles ne sont peut-être pas tout à fait exactes, mais elles se situent autour de cela.

● (1550)

M. Langdon: Six pour cent.

M. Holtmann: Non, non, les chiffres viennent d'être publiés aujourd'hui. C'est 7,4 p. 100. Du moins ce sont les données les plus récentes que j'ai. Le député a peut-être entendu autre chose.

Venons-en au fait. Le député a mentionné que le taux de chômage a toujours été beaucoup moins élevé aux États-Unis qu'au Canada. Pourtant, il s'est opposé à toutes les propositions de M. Reagan et à toutes les idées capitalistes de nos voisins du sud. Son parti rejette ce genre de politique et ne voudrait certainement pas imiter les États-Unis à cet égard. Cependant, le député dit aujourd'hui que nous devrions peut-être suivre l'exemple des États-Unis. Où est la logique? Ou il aime ou il n'aime pas ce que font les États-Unis, mais il ne devrait pas se mettre à comparer leur taux de chômage avec celui du Canada s'il n'aime pas le gouvernement là-bas ni ses politiques.

M. Langdon: Mais notre taux de chômage est beaucoup plus élevé que le leur.

M. Holtmann: C'est vrai, mais où en étions-nous il y a quatre ans? Je crois que le député devra reconnaître que nous avons fait baisser le taux de chômage de façon constante. Peut-être que le taux de chômage actuel est inacceptable pour lui, et je peux l'assurer qu'il est inacceptable pour nous aussi. Nous sommes entièrement d'accord sur ce point.

Si quiconque de son parti pouvait ramener le taux d'intérêt à 2 p. 100 en quatre ans, je crois qu'il pourrait se faire élire demain matin mais personne ne croit que c'est possible. Des gouvernements socialistes ont prouvé dans le passé qu'il était peu probable que cela se produise. Le député devrait y réfléchir et non pas jongler avec les raisons qui expliquent que les États-Unis réussissent mieux que nous. Je crois que nous devrions les féliciter de leur succès et commercer avec eux. Peut-être devrions-nous ouvrir nos frontières comme nous le

Le budget—M. Orlikow

prévoyons afin de ramener le taux de chômage au Canada à un niveau acceptable. Nous n'avons jamais renoncé à cet objectif et je suis heureux que le député ait attiré l'attention sur ce point.

M. Nystrom: Monsieur le Président, pendant que les interruptions fusaient mon vis-à-vis a déclaré que le deuxième article de dépense en importance au Canada n'était pas le service de la dette. Qu'il consulte la partie I du Budget des dépenses principal. Le premier article de dépense est le développement social qui représente 45,5 p. 100 du budget. Le deuxième article est la dette publique qui représente 24,6 p. 100 de nos dépenses. Lorsque les conservateurs sont arrivés au pouvoir, cet article représentait 20,6 p. 100. J'aimerais que le député corrige sa déclaration pour le compte rendu, car je sais qu'il ne voudrait pas induire la population canadienne en erreur. Le service de la dette est nettement le deuxième article de dépense en importance. En fait, le troisième article, à savoir le développement économique et régional, ne représente que 10,3 p. 100 des dépenses.

M. Holtmann: Monsieur le Président, je n'ai pas entre les mains le document dont dispose le député. Peut-être a-t-il raison et cet article n'est pas le troisième, comme je le mentionnais mais bien le deuxième. C'est simplement qu'il a un document que je n'ai pas.

Cela prouve que si le gouvernement change, l'orientation du pays ne changera pas forcément, sauf si le gouvernement commence à dépenser davantage. L'intention des députés d'en face est de dépenser plus. Les députés néo-démocrates ont prouvé qu'ils pouvaient dépenser plus que le gouvernement n'a en caisse et cela, les Canadiens le savent. Au contraire, ils veulent que nous soyons très prudents sur la façon dont nous dépensons l'argent au lieu de nous contenter d'en trouver en imposant systématiquement quelques sociétés. Manifestement, il n'y aura pas suffisamment d'argent dans les caisses pour couvrir les dépenses que le NPD aimerait faire sur les différents projets que notre gouvernement a annoncés.

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, voici ce qu'a déclaré le premier ministre (M. Mulroney), le 16 mars 1987 à la Chambre:

Nous sommes en train de bâtir deux Canadas, soit un Canada riche et prometteur et un autre, sous-développé et frappé durement par le chômage.

Le budget à l'étude aujourd'hui ne fait qu'accélérer le phénomène décrit par le premier ministre, phénomène qui ne fait que creuser les disparités entre les riches et les pauvres.

Pour la gouverne du député de Selkirk—Interlake (M. Holtmann), je voudrais rapporter certains des résultats des budgets conservateurs. Une famille moyenne de quatre gagnant 35 000 \$ par an paiera 1 000 \$ d'impôt de plus cette année qu'elle ne le faisait l'année où les conservateurs ont pris le pouvoir. Jusqu'à ce budget, ce montant était de 1 400 \$ par famille, mais le ministre des Finances (M. Wilson), sentant l'échéance électorale approcher, a redonné 400 \$ des 1 400 \$ d'impôts supplémentaires qu'il a imposés jusqu'à cette année aux familles ordinaires.